



Numéro PPQ/6935

mercredi 8 octobre 2014

Les grands titres:

- Mali : l'ONU condamne une nouvelle attaque qui a tué un Casque bleu sénégalais
- Ebola : la FAO lance un programme pour lutter contre les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire
- Ukraine : au moins 331 personnes tuées depuis le début du cessez-le-feu, selon l'ONU
- UPU : le réseau postal mondial constitue un atout pour étendre la connectivité numérique
- Ban nomme Wu Hongbo Secrétaire général de la Conférence sur le financement du développement
- L'ONU prévient que l'acidification des océans menace l'économie mondiale
- Ebola : l'ONU nomme des gestionnaires de crise pour la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone
- Malaisie : des experts de l'ONU réitèrent leur demande d'abrogation d'une loi jugée liberticide

Mali : l'ONU condamne une nouvelle attaque qui a tué un Casque bleu sénégalais



8 octobre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont vivement condamné une attaque survenue mardi au Mali dans laquelle un Casque bleu sénégalais a été tué et un autre blessé.

« Le Secrétaire général est outré par l'attaque survenue aujourd'hui au Mali », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée mardi soir.

Lors de cette seconde attaque en cinq jours contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), des agresseurs non-identifiés ont lancé environ six explosifs vers le camp de la mission à Kidal. Cette attaque porte à 31 Casques bleus tués et 91 Casques bleus blessés le nombre total de victimes d'actes hostiles depuis le 1er juillet 2013.

« Le Secrétaire général rappelle à toutes les parties leur responsabilité de prévenir les attaques contre les Casques bleus des Nations Unies. Il souligne qu'une solution politique est la seule voie vers une paix et une stabilité durables au Mali », a ajouté son porte-parole.

Dans une déclaration à la presse, le Conseil de sécurité a également condamné « dans les termes les plus forts » cette attaque et a rappelé que les attaques visant des Casques bleus peuvent constituer des crimes de guerre. Il a appelé le gouvernement du Mali à enquêter rapidement sur cette attaque.

« Les membres du Conseil de sécurité ont rappelé aux groupes armés opérant dans le nord du Mali leur engagement à coopérer avec les Nations Unies pour prévenir les attaques contre les Casques bleus conformément à la déclaration qu'ils ont signée le 16 septembre 2014 à Alger », précise la déclaration à la presse.

Le Secrétaire général et le Conseil de sécurité ont exprimé leurs plus sincères condoléances à la famille du Casque bleu tué ainsi qu'au gouvernement et au peuple du Sénégal, et a souhaité un prompt rétablissement au Casque bleu blessé.

Le Conseil de sécurité s'est réuni mercredi pour discuter de la situation au Mali. Les membres du Conseil ont entendu un



exposé, par vidéoconférence, du Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, qui se trouve actuellement à Bamako, au Mali.

Lors de son exposé, M. Ladsous a fait part de son inquiétude concernant le nombre d'attaques contre la MINUSMA ainsi que le nombre de Casques bleus tués et blessés lors de ces attaques.

Il a souligné que la MINUSMA était la principale présence internationale dans le nord du Mali, en faisant une cible privilégiée. Il a ajouté que les Nations Unies travaillaient sur un certain nombre de mesures pour accroître la protection des employés, des équipements et des bases de la Mission.

Ebola : la FAO lance un programme pour lutter contre les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire



8 octobre - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé mercredi un nouveau programme d'aide d'urgence en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone pour 90.000 ménages vulnérables dont l'approvisionnement alimentaire et les moyens de subsistance sont menacés par l'effet perturbateur de l'épidémie d'Ebola sur l'économie des zones rurales, les activités agricoles et les marchés.

Ce programme régional pour l'Afrique de l'Ouest renforcera le travail entrepris par la FAO aux côtés des gouvernements, de ses partenaires de l'ONU et des collectifs locaux d'agriculteurs, de vétérinaires et de forestiers en vue de stopper la progression de la maladie, couvrir les besoins immédiats et futurs en alimentation et nutrition, et accroître la résilience.

La FAO demande d'urgence 30 millions de dollars pour appuyer les activités relatives à ce programme d'aide au cours des 12 prochains mois et qui ont quatre objectifs principaux : sauver des vies en stoppant la progression de la maladie grâce à la mobilisation sociale, à la formation et à la sensibilisation; doper les revenus et la production agricole afin de sauvegarder les moyens d'existence; accroître la résilience des communautés face aux menaces découlant de la maladie; et renforcer la coordination pour une meilleure riposte.

« Notre réponse complète fait partie des efforts déployés au plan mondial par les Nations Unies pour sauver des vies et protéger les moyens d'existence », a déclaré Vincent Martin, chef du centre névralgique sous-régional de résilience, le bureau qui coordonne à partir de Dakar la réponse de la FAO à la menace Ebola.

« Nous suivons une approche sur deux fronts pour aider nos partenaires des Nations Unies à stopper la perte tragique de vies humaines tout en protégeant dans le même temps les revenus, les niveaux de nutrition et la sécurité alimentaire », a-t-il ajouté.

Les activités comprennent la mobilisation des communautés en vue de réduire les risques d'infection grâce à des campagnes de sensibilisation; l'accroissement de la production de l'élevage, de la pêche et des cultures vivrières et de rente; le lancement de stratégies de microfinance pour sauvegarder les revenus en milieu rural; la mise en place de systèmes d'alerte et d'intervention précoces pour neutraliser les risques de contagion homme-animal. Le programme devra également surveiller la bonne coordination entre les pays concernés tout en comblant les lacunes en matière d'expertise, en améliorant le partage des meilleures pratiques et en établissant des réseaux de collaboration.

« Ces actions ne peuvent pas attendre », a souligné le Représentant régional de la FAO pour l'Afrique, Bukar Tijani. « L'épidémie a déjà réduit le pouvoir d'achat des ménages vulnérables, ce qui signifie moins de nourriture dans leurs assiettes et risques nutritionnels accrus pour les familles qui sont déjà en régime de subsistance. La peur et la stigmatisation menacent également de réduire les activités agricoles, compromettant ainsi la sécurité alimentaire ».

Les premiers résultats des enquêtes d'évaluation rapide font état d'une situation préoccupante. A titre d'exemple, en Sierra Leone 47% des répondants ont indiqué que l'épidémie d'Ebola perturbait considérablement leurs activités agricoles. Dans le comté de Lofa, le comté rural le plus touché du Libéria, les prix des produits de base – notamment les prix de l'alimentaire – ont augmenté de 30 à 75% rien qu'en août 2014.

S'il n'y est pas remédié, l'effet actuel de l'épidémie sur la vie au quotidien pourrait impacter à long terme les moyens d'existence des agriculteurs et l'économie des zones rurales.

La FAO a mobilisé ses propres fonds d'urgence pour soutenir les efforts de l'ONU et des gouvernements. Cependant, beaucoup reste à faire, surtout dans l'immédiat. La FAO réclame une aide pour lui permettre de continuer à porter secours aux communautés vulnérables dans les zones touchées et les pays à risque tout en sauvegardant leur avenir.

Ukraine : au moins 331 personnes tuées depuis le début du cessez-le-feu, selon l'ONU



8 octobre - A l'occasion de la publication mercredi d'un nouveau rapport des Nations Unies sur la situation en Ukraine, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a souligné que malgré un cessez-le-feu fragile, le conflit dans l'est de ce pays continuait d'affecter les cinq millions d'habitants de la région.

S'il n'y a pas eu d'affrontements directs de grande ampleur depuis l'annonce du cessez-le-feu le 5 septembre, il a eu des escarmouches dans certains endroits, en particulier autour des villes de Donetsk et de Louhansk. Depuis le cessez-le-feu, au moins 331 personnes ont été tuées selon le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

« La trêve est une bonne chose et une étape vers la fin des combats dans l'est de l'Ukraine. J'appelle les parties prenantes à respecter et préserver le cessez-le-feu, et à mettre fin aux attaques contre des civils et des infrastructures civiles une fois pour toutes », a déclaré M. Zeid dans un communiqué de presse.

« Depuis près d'un an, les résidents des zones affectées par le conflit armé ont été privés de leurs droits fondamentaux à l'éducation, aux services de santé adéquats, aux logements et aux opportunités de gagner leur vie. Une prolongation de cette crise rendrait la situation intenable pour des millions de personnes dont la vie a été sérieusement perturbée », a-t-il ajouté.

Près de 40.000 petites et moyennes entreprises des régions de Donetsk et Louhansk ont dû cesser leurs activités à cause des combats, ce qui a privé des milliers de personnes de leurs revenus.

Selon les services d'urgence ukrainiens, environ 375.792 personnes sont déplacées dans le pays. Celles qui sont rentrées chez elles font face à des difficultés considérables, puisqu'un grand nombre de maisons ont été détruites ou endommagées.

Le rapport du HCDH, qui couvre la période du 18 août au 16 septembre, indique qu'entre le 24 août et le 5 septembre des groupes armés des entités autoproclamées des « Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk » ont été renforcés avec l'arrivée d'un grand nombre de combattants étrangers, probablement venus de la Russie.

Au cours de cette période, le HCDH fait aussi état d'une augmentation considérable du nombre de personnes détenues par les groupes armés, et signale des informations faisant état de torture et de mauvais traitements de détenus, y compris des violences sexuelles et des simulacres d'exécution. Les forces de sécurité ukrainiennes sont également accusées de mauvais traitement des détenus.

« Lorsque le contrôle des territoires passe des groupes armés aux forces du gouvernement ou inversement, le risque de représailles augmente pour les individus accusés de collaboration avec l'ennemi tel que perçu de part et d'autre », prévient le rapport.

Le Haut-Commissaire a rappelé aux parties prenantes qu'elles sont tenues de respecter les normes internationales des droits de l'homme et que toutes les violations doivent faire l'objet d'enquêtes et de poursuites à l'encontre de leurs auteurs.

UPU : le réseau postal mondial constitue un atout pour étendre la connectivité numérique



Photo: Union postale universelle (UPU)

8 octobre - A l'occasion de la Journée mondiale de la poste qui sera célébrée jeudi 9 octobre, le Directeur général de l'Union postale universelle (UPU), Bishar Abdirahman Hussein, a déclaré que les postes étaient prêtes à jouer un rôle très important dans la nouvelle mondialisation issue de l'Internet.

« Comme le paysage de la communication évolue, je vois un rôle important à jouer par les postes, notamment dans ce nouveau monde globalisé », a dit M. Hussein dans un message publié à l'occasion de cette Journée.

« Je demande aux gouvernements de continuer à investir dans leur réseau postal national afin que les citoyens et les entreprises puissent continuer à profiter du service public le plus essentiel à moindre coût », a-t-il ajouté.

Selon lui, la moitié de la population mondiale vivant dans les zones rurales, le réseau postal est bien placé pour les atteindre. En Afrique subsaharienne, par exemple, 80% des bureaux de poste sont situés dans des petites villes et des zones rurales, où vit la majeure partie de la population.

Pour la prospérité des services postaux, l'électricité et les connexions Internet sont essentielles, notamment dans les pays en développement, où seulement 32% de la population ont accès à l'Internet.

« Le réseau postal mondial constitue un atout pour étendre la connectivité numérique – pas seulement au profit des citoyens et des entreprises, mais aussi pour les gouvernements, les agences de développement et les autres acteurs qui cherchent des solutions aux nombreux défis auxquels notre monde est confronté », a souligné le Directeur-général de l'UPU.

Selon les données de la Banque mondiale, les bureaux de poste sont les fournisseurs les moins chers des transferts d'argent, devant les banques et les opérateurs privés de transferts de fonds.

Les postes sont aussi le second plus grand contributeur à l'inclusion financière, après les banques, avec un milliard de personnes détenant un compte postal.

Selon M. Hussein, de nouvelles opportunités voient aussi le jour avec l'essor du commerce en ligne transfrontalier. Bien que cette activité soit relativement récente, les ventes en ligne mondiales devraient atteindre 1500 milliards de dollars d'ici à la fin de 2014. De plus en plus, les achats en ligne sont distribués par les postes.

« Les activités postales stimulent l'économie mondiale et améliorent la vie des populations. Et les 640.000 bureaux de poste dans le monde se trouvent à des endroits accessibles à tous les citoyens. En renforçant l'électrification et les connexions Internet dans les bureaux de poste, les gouvernements peuvent s'assurer que les bureaux de poste contribuent énormément à rendre la communication, les services financiers, sociaux et économiques accessibles aux populations rurales », a conclu le Directeur-général de l'UPU.

Ban nomme Wu Hongbo Secrétaire général de la Conférence sur le financement du développement



Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales des Nations Unies, Wu Hongbo. Photo: ONU

8 octobre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a choisi Wu Hongbo, qui occupe le poste de Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, pour occuper la fonction de Secrétaire général de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

La Conférence, qui se tiendra à Addis-Abeba, en Ethiopie, du 13 au 16 juillet 2015, visera l'adoption d'un cadre de financement global pour soutenir la mise en œuvre de l'agenda de développement pour l'après 2015, a rappelé le porte-parole du Secrétaire général dans une note à la presse.

Lors de la conférence, les participants passeront en revue la mise en œuvre du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha sur le financement du développement et examineront les nouveaux défis et problèmes liés à la mobilisation et à l'utilisation efficace des ressources financières pour le développement durable. Le résultat de la Conférence sera une étape cruciale pour le Sommet sur le programme de développement pour l'après 2015 qui sera organisé en septembre 2015.

« Les rapports du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable et du Groupe de travail sur les objectifs de développement durable, ainsi que le rapport de synthèse du Secrétaire général, apporteront des contributions importantes à la préparation de la Conférence », a souligné le porte-parole.

Le processus préparatoire, sous les auspices du Président de la 69^{ème} session de l'Assemblée générale, comprendra des sessions de fond thématiques et des rencontres informelles avec la société civile et le secteur privé jusqu'en mars 2015 ainsi que des séances de rédaction du document final en janvier, en avril et en juin 2015.

Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, à travers son Bureau du financement du développement, travaillera en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes au sein du système des Nations Unies et au-delà pour faire de cette Conférence un succès.

L'ONU prévient que l'acidification des océans menace l'économie mondiale



8 octobre - Un rapport des Nations Unies présenté mercredi affirme que l'économie mondiale pourrait perdre jusqu'à 1000 milliards de dollars par an d'ici la fin du siècle si des mesures urgentes ne sont pas prises pour arrêter l'acidification des océans.

Ce chiffre reflète les pertes pour les industries qui dépendent des récifs coralliens, qui sont parmi les organismes les plus vulnérables à l'acidification. Les coûts financiers et environnementaux globaux sont encore incertains, indique le rapport, qui est une mise à jour de la synthèse de l'impact de l'acidification des océans sur la biodiversité marine.

Le [rapport](http://www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-75-en.pdf) a été rédigé par le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et présenté lors de la 12^e réunion de la Conférence des Parties à la CDB (CdP-12) qui a lieu actuellement à Pyeongchang, en République de Corée.

« Lorsque les écosystèmes cessent de fonctionner normalement, ils offrent moins de services essentiels et moins d'avantages. Dans le cas des récifs coralliens, ces systèmes sont essentiels pour les moyens de subsistance dans de nombreuses régions du monde qui seront considérablement affectées », a déclaré le responsable des questions de la biodiversité à l'UNESCO, Salvatore Arico.

L'acidification des océans est due à la baisse du pH des océans de la planète, causée par une augmentation des émissions de dioxyde de carbone à cause de l'activité humaine. Le rapport souligne que ce phénomène se produit à des niveaux sans

précédent, menaçant la biodiversité marine avec des conséquences désastreuses pour les autres espèces, dont les humains.

Ebola : l'ONU nomme des gestionnaires de crise pour la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone



8 octobre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé mercredi la nomination de trois gestionnaires de crise en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone dans le cadre de l'action d'urgence de l'Organisation contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

Marcel Rudasingwa, du Rwanda, a été nommé gestionnaire de crise pour la Guinée, Peter Jan Graaff, des Pays-Bas, pour un poste équivalent au Libéria et Amadou Kamara, des Etats-Unis, pour un poste similaire en Sierra Leone.

Ces nominations entrent dans le cadre de la constitution de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUAUCE). Les trois gestionnaires de crise travailleront avec les gouvernements hôtes pour assurer une réponse internationale rapide et efficace à l'épidémie d'Ebola dans chacun des trois pays. La Guinée, le Libéria et la Sierra Leone sont les pays d'Afrique de l'Ouest les plus affectés par Ebola.

M. Rudasingwa travaille depuis près de 20 ans pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), où il a occupé divers postes de gestionnaire et de direction au Kenya, au Mali, en Guinée et au Danemark.

M. Graaff a travaillé pendant de nombreuses années pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans plusieurs pays d'Afrique, en Afghanistan et en Haïti. Plus récemment, il a dirigé l'équipe chargée des affaires civiles et du développement au sein de la Mission des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

M. Kamara a travaillé pendant de nombreuses années pour les Nations Unies au Libéria, en Somalie, en République démocratique du Congo, au Timor-Leste, en Haïti et au Liban.

Par ailleurs, la chef de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), Karin Landgren, a annoncé mercredi qu'un employé étranger de la Mission a été testé positif à Ebola.

Il s'agit du second cas d'Ebola au sein de la Mission. Un employé local de la MINUL est décédé le 25 septembre après avoir été infecté par le virus.

Mme Landgren a déclaré que la MINUL a pris toutes les mesures nécessaires pour éviter d'éventuelles nouvelles infections au sein de la Mission et en dehors. L'équipe médicale de la Mission s'est assuré que toutes les personnes qui ont été en contact avec les deux employés infectés sont examinées et mises en quarantaine. « Tous les employés de la MINUL considérés à risque ont été isolés », a précisé le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU à New York.

Malaisie : des experts de l'ONU réitèrent leur demande d'abrogation d'une loi jugée liberticide



8 octobre - Un groupe d'experts indépendants de l'ONU ont exhorté mercredi le gouvernement de la Malaisie d'abroger la loi contre la sédition de 1948, suite à la multiplication des cas de poursuites pénales contre des personnes critiquant le gouvernement et ses représentants.

« La loi contre la sédition serait utilisée pour empêcher les Malaisiens d'exprimer leurs opinions et de débattre de questions politiques librement et ouvertement », ont souligné les experts dans un communiqué de presse.

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion et d'association pacifiques, Maina Kiai. Photo: Jean-Marc Ferré

La loi contre la sédition de 1948, qui prévoit jusqu'à trois ans d'emprisonnement, cinq ans pour les récidivistes, proscrit de façon très vague les « paroles et actions appelant à la sédition », qui incitent à la haine ou expriment une insatisfaction à l'égard du gouvernement et des autorités judiciaires, qui promeuvent l'hostilité entre les

groupes religieux ou les classes sociales ou qui remettent en question des droits et des privilèges inscrits dans la constitution.

Les experts nommés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont étudié au moins 23 cas récents de personnes qui ont été inculpées d'infractions à cette loi, dont des membres élus du parlement, des défenseurs des droits de l'homme, des militants politiques, des universitaires, des avocats, des étudiants et des journalistes qui ont publié des informations ou des idées dans les médias ou sur internet.

« Il est temps que la Malaisie ajuste son corps législatif, dont la loi contre la sédition de 1948, pour garantir qu'il soit conforme aux normes internationales des droits de l'homme et que des mesures concrètes soient prises pour assurer la liberté d'expression », a déclaré le groupe d'expert composé du Rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association pacifiques, Maina Kiai, le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression, David Kaye, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Michel Forst et la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, Gabriela Knaul.